



# L'essentiel



du lundi 18 avril 2016 - de la part de Stéphane Le Foll

## **MINIMA SOCIAUX – RAPPORT SIRUGUE**

Le Premier ministre a reçu ce lundi le rapport de Christophe Sirugue sur les minima sociaux. C'est un rapport à la fois pragmatique et ambitieux. 1/ Il fait des recommandations pour simplifier, à court terme, le fonctionnement des minima sociaux : elles devront être mises en œuvre rapidement, car la complexité crée de l'inégalité. 2/ Il pose les bases d'une couverture socle commune à tous les bénéficiaires, quel que soient leur âge : elles devront faire l'objet d'un travail approfondi, comme le préconise C. Sirugue, pour une réforme d'ampleur dans les prochains mois. 3/ Il fait des recommandations pour renforcer les politiques d'insertion menées par les départements : elles seront examinées dans le cadre des discussions qui se poursuivent avec l'ADF sur le financement du RSA.

Le Premier ministre a reçu ce lundi le rapport de Christophe Sirugue sur les minima sociaux, intitulé « Repenser les minima sociaux : vers une couverture socle commune », en présence de Myriam El Khomri, Jean-Michel Baylet, Christian Eckert, Ségolène Neuville et Estelle Grelier.

**L'objectif : améliorer l'équité des minima sociaux, renforcer leur efficacité, les simplifier pour un meilleur accès aux droits**, conformément aux objectifs du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale.

**Ce rapport est à la fois pragmatique et ambitieux.** Le Premier ministre a remercié Christophe Sirugue pour son investissement personnel dans cette mission et la qualité du dialogue qu'il a su instaurer avec les différentes parties prenantes. Le rapport :

- Formule une série de recommandations de nature à **simplifier**, à court terme, le fonctionnement des minima sociaux ;
- Pose les bases d'une réforme d'ampleur de ces prestations, autour d'une **couverture socle commune à tous les bénéficiaires, quel que soit leur âge** ;
- Recommande de **renforcer les politiques d'insertion** conduites par les départements.

### **Pour le Premier ministre :**

- **L'ensemble des propositions formulées dans le rapport visant à simplifier et harmoniser les prestations devront être mises en œuvre très rapidement.** Car la complexité crée de l'inégalité ;
- **Les propositions de plus long terme présentées dans le rapport feront l'objet d'un travail approfondi, comme le préconise Christophe Sirugue, qui permettra de s'engager dans cette réforme d'ampleur dans les prochains mois.** Ces décisions feront l'objet d'un suivi dans le cadre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ;
- **Les propositions de Christophe Sirugue sur les politiques d'insertion seront examinées dans le cadre des discussions qui se poursuivent avec l'ADF sur le financement du RSA.** En effet, l'accompagnement des bénéficiaires des minima sociaux dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle est d'une importance clé. La proposition faite au Président de l'ADF que l'Etat prenne à nouveau en charge le financement du RSA doit aller de pair avec un renforcement des politiques d'accompagnement menées par les départements.

## **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS A L'EMBAUCHE – CAMPAGNE DE SENSIBILISATION**

Le gouvernement a lancé ce lundi une campagne de sensibilisation aux discriminations à l'embauche liées à l'origine. Parce que la discrimination à l'embauche, si elle tend à s'estomper, reste une réalité en France : 85 % des demandeurs d'emploi estiment qu'elles sont fréquentes ; à compétence égale, le nom et l'origine peuvent obliger à envoyer 4 fois plus de CV pour décrocher un entretien. Parce que la conséquence, c'est le renfermement sur soi : 43% des victimes ont abandonné leur recherche d'emploi. Parce que la promesse républicaine ne doit pas rester lettre morte. 2 000 affiches « *Les compétences d'abord* » seront déployées en France pendant 15 jours. Cette campagne vient compléter les actions déjà

**engagées : campagne de « testing », dont les résultats sont attendus à la fin de l'été ; promotion des méthodes de recrutement alternatives ; création en cours de l'action de groupe contre les discriminations ; ... S'agissant de la campagne de testing, dont les résultats feront l'objet d'une synthèse en septembre 2016, le gouvernement engagera le dialogue avec les entreprises testées, et n'hésitera pas à diffuser les noms publiquement en cas d'immobilisme ou de mesures purement cosmétiques.**

**La discrimination à l'embauche, si elle tend à s'estomper, reste une réalité en France. 85 % des demandeurs d'emploi estiment que les discriminations à l'embauche sont fréquentes** (8<sup>e</sup> Baromètre OIT de perception des discriminations dans l'emploi, Ifop 2015). Pour 88 % des sondés, l'âge au-delà de 55 ans est le facteur le plus discriminant, devant le fait d'être enceinte (85 %), d'être handicapé (77 %) ou obèse (75 %). L'origine est également un facteur discriminant : 66 % des demandeurs d'emploi pensent qu'un nom à consonance étrangère peut être un frein pour trouver un travail. Enfin, 62 % des sondés estiment que la couleur de peau peut être pénalisante. « A diplôme égal, il y a 2 fois plus de chômage chez les jeunes des quartiers populaires » (M. El Khomri, 18/04/16). **43% des victimes ont par la suite abandonné leur recherche d'emploi.**

**Résultat, aujourd'hui en France, à compétence égale, le nom et l'origine peuvent obliger à envoyer 4 fois plus de CV pour décrocher un entretien** (étude Institut Montaigne, octobre 2015).

« Ces discriminations ne sont pas la conséquence de politiques de recrutement ouvertement racistes ou sexistes, mais de successions de petites décisions, de préjugés, parfois de petites lâchetés » (M. El Khomri, 18/04/16).

**Aussi, de nombreuses actions sont conduites pour lutter contre les discriminations à l'embauche et dans l'entreprise, en intervenant sur tous les motifs de discrimination et en agissant sur tous les leviers :**

*Pour faire évoluer les mentalités sur les discriminations à l'embauche :*

- **Une campagne de sensibilisation aux discriminations à l'embauche liées à l'origine a été lancée ce lundi**, engagement pris à l'issue du Comité interministériel à l'égalité en mai 2015. A partir de ce mardi et pendant 15 jours, près de 2 000 affiches seront déployées en France, avec pour slogan « *les compétences d'abord* ».
  - o Chaque affiche fusionne les visages d'un candidat blanc et d'un candidat de couleur.
  - o Au visage blanc est associée une réponse positive de recruteur – « bienvenue dans l'équipe », « vous commencez lundi » -, au visage de couleur une réponse négative – « désolé, on ne cherche personne », « vous n'avez pas le profil ».
- **Une étude pour objectiver le coût des discriminations a été commandée à France Stratégie.** Elle sera publiée en juin et mettra en lumière l'impact économique des discriminations, à l'échelle de la société.

*Pour conduire les entreprises à objectiver leurs pratiques :*

- **Une campagne de « testing » à grande échelle a débuté auprès d'entreprises de plus de 1 000 salariés**, testées sur des offres d'emploi relevant de métiers et de secteurs variés. La synthèse des résultats fera l'objet **d'une publication d'ici septembre 2016** et chaque entreprise testée sera tenue de tirer le bilan de ses résultats, et de mettre en place le cas échéant des mesures correctives rapides et efficaces.
- **« Pour les entreprises testées, nous engagerons de façon bilatérale un dialogue** sur la base des résultats du testing. [Le gouvernement exigera] que des mesures soient prises, à très court terme, pour changer les éventuelles dérives constatées, [pour] que chacun puisse avoir l'opportunité de prouver sa bonne volonté » ;
- **Mais il faut aussi être très clair : le gouvernement sera « intraitable et n'hésitera pas à diffuser les noms publiquement, en cas d'immobilisme ou de mesures purement cosmétiques »** (M. El Khomri, 18/04/16).

*Pour développer des outils à destination des entreprises qui s'engagent :*

- **L'État reconnaît et valorise l'engagement des employeurs** qui mettent en place des mesures contraignantes pour prévenir les discriminations, notamment à travers la remise du label diversité.
- **L'État promeut des méthodes de recrutement alternatives**, qui permettent de sélectionner sur les compétences requises pour un poste, et non sur la base d'informations partielles dans le CV : la Méthode de Recrutement par Simulation, les CV Vidéo, le recrutement sans CV, ...

- **Pour rappel, le CV anonyme ne deviendra pas obligatoire**, car « techniquement, [il requiert] des modalités compliquées, [car] il faut un intermédiaire entre le recruteur et la personne qui envoie son CV » (M. El Khomri, 18/04/16).

*Pour développer les recours pour les victimes de discrimination :*

- **La création de l'action de groupe contre les discriminations dans le cadre du projet de loi la Justice du XXI<sup>e</sup> siècle** prévoit une déclinaison spécifique sur les discriminations dans l'entreprise, pour prendre en compte leurs spécificités. Voté par le Sénat, le projet de loi sera bientôt en discussion l'Assemblée nationale ;
- **Un groupe de dialogue sur la lutte contre les discriminations à l'embauche et dans l'emploi**, réuni depuis octobre 2014, permet d'associer au travail engagé les principales parties prenantes (partenaires sociaux, associations, acteurs économiques, universitaires).

### **MOYEN ORIENT - LIBAN-EGYPTE-JORDANIE**

**Le président de la République s'est rendu au Liban, en Egypte et se rendra demain en Jordanie. 1/ Au Liban, la France a porté un message de solidarité. Pour faire face à la crise des migrants, la France mettra à la disposition une aide supplémentaire de 100 M sur 2016-2018 avec un effort de 50M€ en 2016. De plus, 2 000 réfugiés syriens supplémentaires en provenance du Liban seront réinstallés en France en 2016 et 2017. La France a réitéré son soutien sur le volet sécuritaire avec un soutien renforcé à l'armée libanaise. 2/ En Egypte : la France accompagne pleinement l'Egypte pour sa sécurité et pour son développement économique. La France n'a pas transigé sur ses principes, sur les droits de l'Homme et a évoqué le cas du Français Eric Lang et de l'Italien Giulio Regeni 3/ En Jordanie : le président de la République réaffirmera le soutien de la France à la Jordanie dans sa politique pour répondre à la crise humanitaire et soulignera la qualité de notre dialogue et de notre coopération dans la lutte contre le terrorisme.**

**Le président de la République s'est rendu au Liban, en Egypte puis se rendra en Jordanie afin d'approfondir nos relations et renforcer notre coopération bilatérale avec des pays au cœur des tourmentes régionale** (conflit israélo-arabe, crise syrienne, Daech, crise des réfugiés et s'agissant de l'Egypte, la situation en Libye).

**Le président de la République s'est rendu pour la seconde fois depuis 2012 au Liban. La France y a porté un message de solidarité, d'exigence et de détermination :**

- **Un message de solidarité** car « aider le Liban, soutenir les réfugiés, c'est aussi s'aider soi-même » (PR, 17/04/16) :
  - o **La France assume déjà ses responsabilités à l'égard des réfugiés et des pays voisins de la Syrie** : depuis le début de la crise syrienne, la France a alloué 71 millions d'euros d'aide humanitaire pour les familles les plus vulnérables et les populations d'accueil au Liban et continue d'accueillir des réfugiés en provenance du pays, avec un engagement réinstallation de 1 000 réfugiés du Liban en 2016. Depuis septembre 2015, la France alloue 100 millions d'euros d'aide supplémentaire à ces pays, dont 40 millions pour Liban.
  - o **La France va plus loin, « c'est notre devoir »: la France mettra à la disposition une aide supplémentaire de 100 M sur 2016-2018 avec un effort de 50M€ en 2016.** « Nous avons aussi à réinstaller des réfugiés qui sont aujourd'hui au Liban, pour les accueillir en France. En 2015, il y a eu 1000 réfugiés qui ont pu avoir l'accès [au] mécanisme [...] de réinstallation. **Nous avons donc décidé de porter à 2000 l'effort supplémentaire que nous devons faire pour l'année 2016 et 2017** » (PR, 17/04/16).
- **Un message d'exigence et de détermination : Le Liban est confronté à une crise institutionnelle qui fragilise l'ensemble des politiques publiques depuis deux ans et régionale :**
  - o **Le président de la République a réitéré le soutien de la France sur le volet sécuritaire**, avec un soutien français renforcé à l'armée libanaise et la participation à la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), dont la France est l'un des principaux contributeurs avec 850 soldats.
  - o **« Nous devons donner au Liban les capacités militaires que ce pays attend ».** Nous apporterons « immédiatement les moyens matériels et les moyens aussi capacitaires pour que l'armée libanaise puisse être renforcée dans les prochains jours » (PR, 17/04/16).

**Il s'est ensuite rendu en Egypte pour une visite d'Etat. « La France a fait le choix d'accompagnement pleinement l'Egypte, pour sa sécurité, pour son développement économique » (PR, 18/04/16).**

- **La France accompagne l'Egypte dans « le défi majeur de la sécurité [car] nous avons des responsabilités communes ».** C'est pourquoi « nous devons travailler ensemble à la sortie des crises » c'est ce que nous faisons en Libye.
- **S'agissant de la dimension économique :** « La France est le 6<sup>ème</sup> investisseur étranger en Egypte ». « Nous devons être bien mieux que le 6<sup>ème</sup> investisseur » : 18 contrats et protocoles d'ententes ont été signés notamment dans les domaines de l'énergie, de la ville durable et du transport. « Un accord de financement de plus d'1,5Md€ [a été signé] dans le développement des transports urbains ».
- **« Nous avons évoqué avec le président Sissi les droits de l'Homme, y compris les sujets les plus sensibles », comme les cas du Français Eric Lang et de l'Italien Giulio Regeni. « La France a toujours des principes [...] et elle ne transige pas par rapport à ses valeurs ».** Lutter contre le terrorisme « suppose de la fermeté mais aussi un Etat [...] de droit, c'est le sens de ce que la France évoque quand elle parle des droits de l'Homme. Les droits de l'Homme [ne sont] pas une contrainte, c'est aussi une façon de lutter contre le terrorisme »

**Il se rend ce mardi en Jordanie pour une visite officielle :**

- **Le président de la République réaffirmera le soutien de la France à la Jordanie dans la mise en œuvre du « Jordan compact » par lequel la Jordanie prévoit de donner des permis de travail à 200 000 syriens en échange d'un assouplissement des règles douanières de l'UE.** La France sera l'un des premiers donateurs à concrétiser les engagements pris par à Londres par la signature d'un mémorandum confirmant une enveloppe importante de prêt par l'ADF entre 2016 et 2019.
- **Cette visite permettra souligner le rôle pilote de la Jordanie dans la lutte contre le terrorisme,** notamment par sa participation active dès sa création aux opérations de la Coalition Internationale contre Daech.

**EQUATEUR – SEISME**

**Le président de la République a exprimé au nom de la France son entière solidarité aux autorités et au peuple d'Equateur, touché par un grave séisme. Il a présenté ses condoléances aux familles et aux proches des très nombreuses victimes. La France se tient aux côtés de l'Equateur dans cette épreuve. Nous nous coordonnons avec nos partenaires, notamment européens, pour pouvoir apporter à l'Équateur l'aide nécessaire. Nous avons proposé le soutien de la sécurité civile française et nous nous tenons prêts à examiner toute demande d'aide humanitaire d'urgence venant des autorités équatoriennes. L'ambassade de France est en lien avec les autorités équatoriennes ainsi qu'avec les ressortissants français présents dans ce pays, afin de leur venir en aide.**

**Pour toute question, tout besoin ou suggestion : [contact@porte-parole.gouv.fr](mailto:contact@porte-parole.gouv.fr) ; 01 49 55 81 16 / 58 84  
L'Essentiel, c'est : du lundi au vendredi, les positions clés du gouvernement sur les sujets d'actualité.**